« LA COUCHE D'OZONE, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA MOBILITE »
CONFERENCE ORGANISEE PAR
LE MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET
LE PROGRAMME DE NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE DTIE)
DISCOURS DE MONIQUE BARBUT

16 SEPTEMBRE 2005

INTRODUCTION

Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs, c'est un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui et de vous accueillir au nom du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de notre Directeur exécutif Klaus Toepfer.

Je suis particulièrement heureuse que nous ayons décidé d'organiser la réunion qui nous rassemble aujourd'hui avec le Ministère de l'écologie et du développement durable (MEDD). Je tiens d'ailleurs à remercier le Ministère d'héberger cette manifestation.

Je voudrais également remercier les intervenants d'avoir accepté de participer à ce forum. Ils sont tous d'éminents spécialistes dans leurs domaines scientifiques respectifs, qu'il s'agisse de météorologie ou d'environnement. Ils ont également tous une bonne connaissance de ce qui se passe aux niveaux national, européen et international.

C'est une occasion assez rare pour moi de pouvoir m'adresser à ce que l'on appelle « le grand public », car mes fonctions m'amènent plus généralement à rencontrer des gouvernements ou des représentants du monde de l'économie, de la finance et de l'industrie. Cela représente un changement fort agréable de pouvoir discuter de sujets importants avec des citoyens qui, comme vous, sont soucieux de protéger l'environnement.

Pour ceux parmi vous qui ne sont pas familiers de notre organisation, le PNUE est un programme des Nations Unies dont le siège est à Nairobi, au Kenya. La Division Technologie, Industrie et Economie basée à Paris dont je suis la Directrice est la seule division « de substance » qui est située hors de Nairobi. Nous avons bien sûr des bureaux de représentation dans les différents continents.

La mission du PNUE est de jouer un rôle central dans la protection de l'environnement, en motivant les différents acteurs, en diffusant l'information disponible, en donnant les moyens aux nations et aux peuples d'améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations à venir. Le PNUE est, en quelque sorte, la « conscience environnementale» au sein des Nations Unies.

L'importance de cette journée

Aujourd'hui, le 16 septembre, est un jour tout particulier pour l'environnement pour deux raisons.

Tout d'abord, c'est le début de la semaine européenne de la mobilité. Le débat sur le besoin de changer les comportements en relation avec les choix de mobilité n'est pas seulement un exercice académique. C'est quelque chose qui touche la vie de chacun. Nos choix individuels quant aux moyens de transports que nous utilisons entre nos maisons, nos bureaux, nos écoles, nos magasins ont des conséquences sur notre santé, sur la qualité de notre vie urbaine, et sur le climat de notre planète. Nos choix de mobilité affectent aussi notre budget comme en témoigne notamment la récente flambée du prix de l'essence à la pompe.

D'autre part, c'est aujourd'hui la journée internationale pour la préservation de la couche d'ozone. C'est l'anniversaire du Protocole de Montréal, cet accord international pour la sauvegarde de la couche d'ozone stratosphérique des effets destructeurs de certains produits chimiques fabriqués par l'homme.

La dimension personnelle

Avant de vous parler de l'action du PNUE dans les trois domaines qui vont être abordés au cours de la conférence d'aujourd'hui, je voudrais vous rappeler en quoi ils touchent chacun de nous :

Le Changement climatique peut représenter une menace pour votre santé, pour votre travail ou votre logement. Je citerai quelques exemples récents :
- Les agriculteurs de l'ouest de la France demandant des indemnisations car ils n'ont pas pu irriguer leurs récoltes depuis des semaines.
- Les énormes dégâts causés dans le sud de la France par les inondations.
- La perte catastrophique de vies, de biens et de maisons à la Nouvelle Orléans suite à l'ouragan Katrina.

Ce ne sont pas des prophéties apocalyptiques mais hélas ce que nous avons tous pu voir à la télévision depuis quelques semaines. Le changement climatique va augmenter en fréquence et en ampleur les phénomènes météorologiques qui affectent la France, l'Europe, et le reste du monde. Vous et moi, et chaque habitant de cette planète, en ressentons les conséquences.

Les moyens de transport « non-durables » peuvent être nuisible à votre santé et à l'économie. Les véhicules qui roulent avec des carburants pétroliers sont une source majeure d'émissions de gaz polluant l'air, y compris les oxydes de soufre et d'azote, le monoxyde de carbone, les particules, des composants organiques volatiles, le dioxyde de carbone, et encore – dans certains pays – le plomb. Le transport routier représente la moitié de toutes les pollutions de l'air, et plus de 80% de la pollution de l'air urbain dans certaines villes.
La Pollution de l'air au niveau local et régional n'affecte pas seulement les ressources terrestres et l'eau, mais provoque des maladies respiratoires comme l'asthme.

L'Appauvrissement de la couche d'ozone constitue un danger pour votre santé. La destruction de la couche d'ozone par les substances chimiques produites par l'homme – les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) – entraîne une élévation du niveau de radiations solaires ultraviolettes de type B (les UVB), qui sont la cause de cancers de la peau et de cataractes, ainsi que de dégâts sur les plantes et les organismes marins. Les enfants courent un risque particulier. Prenez-en compte le Protocole de Montréal et pensez aux risques des UVB quand vous êtes en vacances avec votre famille sur la plage ou en montagne.

Permettez-moi de m'étendre un peu plus sur chacun de ces trois thèmes :

Le changement climatique

Le changement climatique est sans doute le plus important des trois thèmes abordés. Le niveau du changement climatique attendu pour les 100 ans à venir est sans précédant dans l'histoire de l'humanité. Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoit qu'en 2100, si aucune action n'est entreprise d'ici là, les températures augmenteront en moyenne de 1,4 à 5,8 C° et que le niveau de la mer s'élèvera de 15 à 95 cm. Certains scientifiques soutiennent que même une augmentation de 2 C° pourrait faire passer notre planète au-delà d'un point de 'non-retour'.

Les scientifiques ont apporté les preuves que le changement climatique a des effets sur quelque 100 processus physiques et 450 processus biologiques. J'en mentionnerai, ici, quelques uns :
- Dans la partie russe de l'Arctique, la hausse de température provoque la fonte du permafrost (ou pergélisol), entraînant l'affaissement de fondations d'immeubles d'habitation de cinq étages.
- Partout dans le monde, les pluies sont de plus en plus fortes. Les inondations et les tempêtes ont plus d'ampleur, et les vagues de chaleur sont plus extrêmes.

- En hiver, les rivières gèlent plus tard et fondent plus tôt. Les arbres fleurissent plus tôt au printemps, les insectes émergent plus vite et les oiseaux pondent en avance.
- Les glaciers fondent. Le niveau moyen de la mer est en hausse.

La principale réponse internationale à tous ces dangers est le Protocole de Kyoto, qui impose des contraintes légales pour la réduction des émissions, et inclut des mécanismes flexibles tels que les marchés de droits d'émissions et le mécanisme de développement propre. Cependant, nous avons besoin d'aller plus loin que les objectifs de 2012 et le programme négocié dans le cadre du Protocole de Kyoto, vers des réductions plus importantes des émissions de gaz à effet de serre, afin de stabiliser le climat mondial.

Il nous faut multiplier les initiatives et mobiliser notre imagination si nous voulons pouvoir réduire les émissions de 60%, c'est-à-dire le taux que les scientifiques préconisent pour redresser la situation. Ce ne sont pas seulement aux gouvernements de s'impliquer, c'est l'affaire également des industriels et d'autres acteurs, je pense à la coopération sur les questions climatiques entre les villes des pays développés et celles des pays en développement.

Le PNUE et l'Organisation mondiale de météorologie accueillent le GIEC, et ensemble nous assistons les pays en développement pour l'adaptation au changement climatique, l'action sur les gaz à effet de serre et le renforcement des capacités à travers le Fonds pour l'environnement mondial.

La mobilité

Le secteur du transport est crucial pour l'économie mondiale et contribue largement au PIB mondial. Une estimation concernant l'économie américaine, par exemple, montre que un dollar sur quatre est lié directement ou indirectement à l'industrie automobile. Actuellement, les produits pétroliers constituent 95% de l'énergie utilisée dans les transports, un secteur qui enregistre la demande énergétique la plus rapide. Dans la plupart des pays, la mobilité augmente en raison de la croissance des populations et la hausse des revenus. Ceci est particulièrement vrai dans les pays en développement. La Chine est devenue à présent le second plus grand consommateur de produits pétroliers dans le monde, devant le Japon.

Les immenses bénéfices générés par le secteur des transports ont un coût. Notre dépendance au pétrole crée des risques pour l'économie mondiale en cas de rupture d'approvisionnement et provoque toute une gamme d'impact sérieux sur l'environnement, la société et la santé. Dans le monde entier, ces impacts s'accentuent malgré les impressionnantes améliorations techniques des produits

pétroliers et des voitures, et les nombreuses mesures gouvernementales visant un meilleur respect de l'environnement. Les avancées dans les pays développés n'ont pas encore été reproduites dans les pays en développement qui ont des technologies automobiles plus anciennes et des carburants de moindre qualité.

La création de modes de transport environnementaux et durables, mettant l'accent sur le développement des transports publics, la sécurité routière et l'accroissement de l'utilisation de moteurs plus performants et de carburants plus propres est essentielle. De telles solutions demande une coopération entre les gouvernements, le secteur privé, et la société civile. Etant donné la nature trans-frontalière de certains de ces problèmes et la mondialisation des différentes industries, elles exigent également l'implication des organisations intergouvernementales.

Un des plus grands défis du secteur des transports est la réduction des émissions de CO_2. Le secteur des transports génère environ un quart des émissions de gaz à effet de serre produites par l'homme et il est donc un des larges contributeurs au changement climatique. De tels changements entraîneront des pressions environnementales, économiques et sociales sans précédent. Le coût de ces impacts atteindra 300 milliards de dollars par an d'ici 2050 si des actions d'envergure ne sont pas entreprises pour réduire les émissions des gaz à effet de serre.

Avec l'entrée en application du Protocole de Kyoto, la pression est accrue sur le secteur des transports pour réduire les émissions. Pour l'industrie automobile, une partie de la solution réside dans la réduction de la consommation de carburants par km pour les voitures particulières, les bus et les camions. A cet égard, il est regrettable de constater la popularité grandissante en Europe des voitures gourmandes en carburant, notamment les 4X4. Par l'initiative du Forum de la mobilité, le PNUE aide les constructeurs automobiles à trouver des stratégies de mobilité durable.

La solution à long terme est d'adopter un « mix » de carburants et de modifier les systèmes de transports actuels, y compris les habitudes de consommation et les plans de développement des voies routières. Pour concrétiser ces changements, nous avons besoin de politiques de soutien à l'industrie pour surmonter les problèmes financiers, économiques et technologiques, et pour aider le consommateur à faire des choix en connaissance de cause.

L'appauvrissement de la couche d'ozone

Bien que les images satellites du trou dans la couche d'ozone s'ouvrant chaque année au dessus de l'Antarctique soient bien connues, beaucoup de gens pensent que ce problème est résolu depuis longtemps. Je suis ici pour vous dire que ceci n'est que partiellement vrai. La plus grande partie de la tâche – mais pas toute cette tâche – a été accomplie dans les pays développés, mais nous ne sommes encore qu'à mi-chemin dans les pays en développement.

A travers le Protocole de Montréal, les pays contrôlent la production et la consommation des produits chimiques qui détruisent l'ozone, selon un échéancier fixé. Ces produits chimiques se trouvent partout dans le monde, par exemple dans les réfrigérateurs, les aérosols, les extincteurs, et les pesticides. Le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan, a décrit le Protocole comme « l'accord sur l'environnement ayant peut-être atteint les meilleurs succès à ce jour ». Ce n'est pas sans fondement : on peut citer plus de 15 ans de succès sans précédent dans la suppression progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone, ainsi qu'une assistance financière aux pays en développement et le rétablissement de la couche d'ozone.

Les pays développés sont en phase avec leurs obligations et ils ont réduit leur consommation annuelle des Substances appauvrissant la couche d'ozone les plus importants, les Chlorofluorocarbones (CFCs), de 95% entre la fin des années 1990 et aujourd'hui. Ils ont aussi contribué à hauteur d'environ 2 milliards de dollars au Fonds multilatéral qui soutient 5000 projets dans 139 pays en développement. Avec cette aide, les pays en développement ont réduit leur consommation de CFC de moitié pendant la même période. Le PNUE, à travers la Branche ActionOzone de ma Division, les aide à éliminer les 50% restant avec l'aide du CAP (Programme d'assistance à la conformité), un programme mondial de communication basé sur le personnage d'Ozzy ozone, et des initiatives innovantes comme le programme des douanes vertes (ou 'Green Customs') et le projet de promotion des systèmes de climatisation automobile améliorée.

Bien que les pays développés aient déjà accompli la plupart du travail, il reste encore des défis à prendre en compte, en ce qui concerne l'utilisation des SAOs, dans les domaines suivants :

- Le Bromure de méthyle, est une substance utilisée comme pesticide, et pour les traitements de produits en quarantaine, est encore consommée en quantité importante et constitue peut être le plus grand défi pour le Protocole.

- Les Hydrochlorofluorocarbures (HCFCs), élaborés pour remplacer les CFCs dans les secteurs de l'air conditionné et la réfrigération, ne seront pas supprimés dans les pays développés avant 2030.

- Les Hydrofluorocarbures (HFCs), qui remplacent également les CFCs dans les secteurs de l'air conditionné et la réfrigération, ont un potentiel de réchauffement global élevé et sont réglementés sous le Protocole de Kyoto.

- Le commerce illégal des substances appauvrissant la couche d'ozone, comme par exemple le trafic et l'étiquetage falsifié des réfrigérants menace de miner les succès déjà accomplis sous le Protocole.

Bien que le Protocole de Montréal soit un bon exemple des accords environnementaux réussis, tout le travail n'est pas encore fait. Les scientifiques prédisent que la couche d'ozone ne se rétablira pas avant 2050.

Conclusion

Ce jour étant la journée internationale de la couche d'ozone, j'aimerais conclure en utilisant l'appauvrissement de la couche d'ozone comme exemple. Dans son rapport à l'Assemblée Générale des Nations Unies, remis cette semaine, sur les progrès réalisés pour accomplir les Objectifs de Développement du Millénaire, Kofi Annan a déclaré que « le Protocole de Montréal est important car c'est une démonstration claire de la manière dont les problèmes globaux de l'environnement peuvent être bien gérés quand tous les pays déploient des efforts déterminés pour l'application des accords internationaux. »

En abordant le défi de l'appauvrissement de la couche d'ozone – un problème qui semblait autrefois extraordinairement complexe et presque insurmontable, tout comme le changement climatique et la mobilité nous paraissent aujourd'hui – la communauté internationale a été confrontée et a dépassé un certain nombre d'obstacles considérables. C'est la preuve que lorsque la volonté est présente– ainsi que les ressources, humaines et financières – la réussite est au rendez-vous.